

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin

Plerin, le 29/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AFM RECYCLAGE

Zone d'activités de Saint Jean
22300 Ploumilliau

Références : 2024.085
Code AIOT : 0005503589

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/02/2024 dans l'établissement AFM RECYCLAGE implanté ZA DE SAINT JEAN 22300 PLOUMILLIAU. L'inspection a été annoncée le 14/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AFM RECYCLAGE
- ZA DE SAINT JEAN 22300 PLOUMILLIAU
- Code AIOT : 0005503589
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est spécialisé dans le transit de déchets non dangereux (principalement des déchets métalliques, des DEEE apportés par des particuliers, et la dépollution de véhicules hors d'usage. Le nombre de VHU traité en 2021 s'élevait à 227.

Le site bénéficie pour cette activité d'un arrêté préfectoral d'autorisation de 1999 et d'un agrément de 2018 pour son activité de dépollution de véhicules hors d'usage.

Contexte de l'inspection :

- Suite à sanction

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-4	Sans objet
2	Tri des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-5	Sans objet
3	Entreposage des VHU	AP de Mise en Demeure du 11/12/2023, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats permettent de lever l'arrêté de mise en demeure du 11 décembre 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-4
Thème(s) : Risques accidentels, Entreposage des déchets
Prescription contrôlée : Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple). L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.). La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres. Pour la rubrique n° 2711, les bouteilles de gaz liquéfié équipant des équipements tels que cuisinières ou radiateurs sont retirées avant qu'ils ne soient introduits dans un endroit non ouvert en permanence sur l'extérieur. Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer : - la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ; - l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.
Constats : L'exploitant a déclaré un projet de renouvellement des blocs de séparation du site pour 2025. L'exploitant utilise un logiciel de gestion des stocks lui permettant de suivre le tonnage disponible sur site. Néanmoins, le site ne dispose pas de pige de hauteur et de marquage.

<p>L'exploitant s'est engagé à installer une pige sur le site et à aménager le marquage avec le renouvellement des blocs de séparation.</p> <p>Les hauteurs de déchets n'excèdent pas trois mètres.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Tri des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Opérations de tri des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée : Les déchets sont triés en fonction de leur nature et de leur exutoire (mode de valorisation, d'élimination).</p>
<p>Constats : Conforme, les déchets sont triés en fonction de leur nature sur le site. Le stockage de bois n'est plus présent.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Entreposage des VHU

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/12/2023, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, entreposage VHU</p>
<p>Prescription contrôlée : « I. Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution : [...] Les véhicules terrestres hors d'usage non dépollués ne sont pas entreposés plus de six mois. La zone d'entreposage [...] est imperméable et munie de dispositif de rétention. [...] »</p>
<p>Constats : Les véhicules hors d'usage sont entreposés sur une aire imperméable et munie d'une rétention. Les VHU ne sont pas entreposés plus de six mois. Ce constat permet de lever la mise en demeure.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>